

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos.....	3
Sommaire	5
Liste des acronymes	7

INTRODUCTION

I. Mise en perspective	9
II. Rappel sur les modalités possibles d'intégration économique régionale. 11	
III. Plan de l'ouvrage.....	12
IV. Avertissement concernant la structure de l'ouvrage	13

PARTIE I.

DROIT INSTITUTIONNEL

DES ORGANISATIONS ÉCONOMIQUES AFRICAINES

Contexte historique général.....	17
Chapitre 1. L'Union du Maghreb Arabe (UMA)	21
Section 1. Historique de l'UMA.....	21
I. Les origines de l'Union du Maghreb Arabe.....	21
A. Historique succinct de l'Union du Maghreb Arabe	21
B. Raison d'être de l'UMA	22
II. Etat des lieux et perspectives.....	23
Section 2. Structure institutionnelle de l'UMA	25
I. Le Conseil de la présidence	25
II. Les organes ministériels	26
III. Le conseil consultatif	27
IV. L'instance judiciaire.....	27
V. Le Secrétaire général	28

Chapitre 2. L'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)	29
Section 1. Historique de l'UEMOA	29
I. Les origines de l'Union économique et monétaire ouest-africaine	29
II. Etat des lieux et perspectives.....	30
Section 2. Structure institutionnelle de l'UEMOA.....	31
I. La conférence des chefs d'Etat et de gouvernement.....	31
A. Composition.....	31
B. Attributions	31
II. Le Conseil des ministres.....	32
A. Composition.....	32
B. Attributions	33
III. La Commission	34
A. Composition.....	34
B. Attributions	34
IV. Le Parlement	35
V. La Cour de justice	36
Chapitre 3. La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).....	37
Section 1. Historique de la CEDEAO	37
I. Les origines de la CEDEAO	37
II. Etat des lieux et perspectives.....	39
Section 2. Structure institutionnelle de la CEDEAO.....	40
I. La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement.....	40
A. Composition.....	40
B. Attributions et fonctionnement.....	41
II. Le Conseil des ministres.....	41
A. Composition.....	41
B. Fonctionnement et attributions	42
III. La Commission	42
A. Historique et composition	42
B. Attributions	43
IV. Le Parlement	43
A. Evolutions du Parlement de la CEDEAO.....	43
B. Le Parlement aujourd'hui.....	44
V. La Cour de Justice de la CEDEAO	45

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre 4. La Communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD).....	47
Section 1. Historique de la CEN-SAD	47
I. Mise en place de la Communauté des Etats sahélo-sahariens.....	47
II. Etat des lieux et perspectives.....	48
Section 2. Structure institutionnelle de la CEN-SAD.....	49
I. Les organes intergouvernementaux	49
II. Le Secrétariat exécutif.....	51
III. La Banque sahélo-saharienne pour l'investissement et le commerce.....	51
IV. Les organes chargés des questions non économiques	51
Chapitre 5. La Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC)	53
Section 1. Historique de la CEEAC	53
I. Mise en place de la CEEAC.....	53
II. Etat des lieux et perspectives.....	54
Section 2. Structure institutionnelle de la CEEAC.....	55
I. La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement	55
II. Le Conseil des ministres.....	56
III. La Commission	56
IV. Le Parlement communautaire	56
V. La Cour de justice de la CEEAC.....	57
Chapitre 6. La Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC)	59
Section 1. Historique de la CEMAC	59
I. Mise en place de la CEMAC	59
II. Etat des lieux et perspectives.....	60
Section 2. Structure institutionnelle de la CEMAC.....	61
I. Les institutions de la CEMAC	61
A. L'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC)	61
B. L'union monétaire de l'Afrique centrale	61
C. Le Parlement communautaire.....	62
D. La Cour de justice et la Cour des comptes communautaires	63
II. Les organes de la CEMAC	64
A. La Conférence des chefs d'Etat.....	64
B. Les conseils interministériels	65
C. La Commission de la CEMAC.....	66

Chapitre 7. La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE).....	67
Section 1. Historique de la CAE.....	67
I. Mise en place de la CAE.....	67
II. Etat des lieux et perspectives.....	68
Section 2. Structure institutionnelle de la CAE.....	69
I. Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement.....	69
II. Le Conseil.....	69
III. Les comités	70
IV. L'Assemblée législative Est-Africaine	70
V. La Cour de justice Est-Africaine	71
Chapitre 8. Le marché commun d'Afrique orientale et Australe (COMESA).....	73
Section 1. Historique du marché commun d'Afrique orientale et Australe	73
I. Mise en place du marché commun d'Afrique Orientale et Australe.....	73
II. Etat des lieux et perspectives.....	74
Section 2. Structure institutionnelle du COMESA	75
I. Les organes intergouvernementaux : l'Autorité, le Conseil, le comité intergouvernemental.....	75
II. La Banque de commerce et de développement	76
III. La Cour de Justice.....	76
Chapitre 9. La Communauté de développement de l'Afrique australe (<i>South-African development community</i> - SADC).....	79
Section 1. Historique de la SADC	79
I. Mise en place de la SADC.....	79
II. Etat des lieux et perspectives.....	80
Section 2. Structure institutionnelle de la SADC	81
I. Le Sommet des chefs d'Etat	82
II. L'organe de coopération interministérielle.....	82
III. Le Conseil	82
IV. Les comités techniques	82
V. Le Tribunal.....	83

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre 10. L'Union douanière d'Afrique australe (<i>Southern African Customs Union - SACU</i>).....	85
Section 1. Historique de l'Union douanière d'Afrique australe	85
I. Mise en place de la SACU	85
II. Etat des lieux et perspectives.....	86
Section 2. Structure institutionnelle de la SACU	86
I. Le Conseil des ministres	87
II. La Commission de l'Union douanière.....	87
III. Le Tribunal.....	87
Chapitre 11. L'autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)	89
Section 1. Historique de l'autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD)	89
I. Historique de l'IGAD	89
II. Etat des lieux et perspectives.....	90
Section 2. Structure institutionnelle de l'IGAD	90
I. L'Assemblée.....	90
II. Le Conseil des ministres et les organes exécutifs.....	91
Chapitre 12. La vision panafricaine – la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF)	93
I. Les origines du projet : la Communauté économique africaine.....	93
II. La mise en place de la ZLECAF	96
A. Etablissement de la zone de libre échange	96
B. Structure institutionnelle de la ZLECAF	97
C. Principaux défis et perspectives	98

PARTIE II.

LES RÈGLES MATÉRIELLES RELATIVES AU COMMERCE

Chapitre 1. La libre circulation des marchandises	105
Section préliminaire La notion de marchandise	105
Section 1. L'élimination des barrières tarifaires.....	107
I. Les principes communs : consolidation, réduction, disparition.....	107
A. De la diminution à la suppression des droits de douane	107
B. La suppression des taxes d'effet équivalent	108

II. Approche individualisée : l'examen des nuances sous-régionales	109
A. L'UEMOA	110
1. L'élimination des droits de douane	110
2. L'interdiction des taxes d'effet équivalent.....	111
3. La règle d'origine.....	112
B. La CEDEAO	114
1. Elimination des droits de douane et taxes d'effet équivalent	114
2. La règle d'origine.....	115
C. La CEEAC	117
1. Diminution et élimination des droits de douane et des taxes d'effet équivalent.....	117
2. La règle d'origine.....	118
D. La CEMAC	119
1. L'élimination des obstacles tarifaires.....	119
2. Le Comité de l'origine et le tarif préférentiel.....	120
E. La CAE.....	122
1. L'élimination des obstacles tarifaires.....	122
2. La règle d'origine.....	124
F. Le COMESA	125
G. La SADC.....	126
H. La SACU.....	127
I. La ZLECAF.....	128
1. La disparition des droits de douane.....	128
2. La règle d'origine.....	129
Section 2. L'élimination des barrières non tarifaires.....	130
I. L'élimination des obstacles non tarifaires : régime général.....	130
A. Problématique générale.....	131
B. Le concept de restriction quantitative et de mesure d'effet équivalent.....	131
1. La prohibition générale des restrictions quantitatives	131
2. La prohibition des mesures d'effet équivalant à des restrictions quantitatives (MEERQ).....	133
C. Cas particuliers de MEERQ : les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) et les obstacles techniques au commerce (OTC).....	136
1. La réglementation des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)	136
2. La question des obstacles techniques au commerce (OTC)	137
D. La question de la reconnaissance mutuelle.....	139
II. Examen des tendances sous régionales.....	139
A. Les obligations des Etats en termes de barrières non tarifaires	140
1. L'UEMOA	140
2. La CEDEAO.....	142
3. La CEEAC	144
4. La CEMAC	145
5. La CAE, le COMESA et la SADC : la zone tripartite.....	146

TABLE DES MATIÈRES

6. La SACU	148
7. La ZLECAF	149
B. La reconnaissance mutuelle sur le continent africain	151
1. La CEDEAO	151
2. L'UEMOA	152
3. La CEMAC	153
4. La ZLECAF	153
Section 3. Le tarif douanier extérieur commun	155
I. Etat des lieux de l'existence de tarifs douaniers extérieurs communs	155
II. La question de la libre pratique	157
Section 4. La non-discrimination :	
traitement de la nation la plus favorisée et traitement national.....	158
I. Le traitement de la nation la plus favorisée	158
A. Caractère conditionnel ou non de la clause NPF	160
B. La question de la similarité.....	161
II. Le traitement national.....	162
A. La question du régime spécifique des mesures fiscales.....	163
B. Teneur de l'obligation de traitement national.....	165
Section 5. Les règles relatives au dumping et aux subventions.....	166
I. La réglementation du dumping	167
A. L'identification du dumping.....	167
1. L'identification par référence aux règles de l'OMC	168
2. L'identification par une définition propre	170
B. Les réactions autorisées : les droits anti-dumping	172
1. La procédure de mise en place des droits antidumping.....	172
2. La nature des droits antidumping.....	175
II. La réglementation des subventions.....	176
A. Conditions d'identification d'une subvention prohibée.....	176
1. Une contribution financière publique.....	177
2. Le dommage causé / l'avantage conféré	178
B. La réaction possible : les droits compensateurs.....	179
Section 6. Les exceptions à la libre circulation des marchandises	181
I. Les exceptions générales au nom d'intérêts non économiques	181
A. Les objectifs justifiant des mesures restrictives.....	182
1. La liste de l'article XX du GATT	182
2. Les listes d'objectifs sur le continent africain	184
B. Les conditions transversales : discrimination et restriction déguisée.....	187
II. L'exception générale de sécurité	190
III. Les exceptions au nom d'intérêts économiques :	
les mesures de sauvegarde.....	191

DROIT DU LIBRE-ÉCHANGE ET DE L'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE

A. Les conditions de recours aux mesures de sauvegarde.....	192
1. L'accroissement des importations.....	193
2. L'atteinte portée à l'équilibre du commerce – le dommage.....	194
3. Lien de causalité.....	196
B. La procédure d'adoption des mesures de sauvegarde.....	196
C. Les mesures autorisées au titre de la sauvegarde.....	197
Chapitre 2. La libre prestation de service.....	199
Section 1. La notion de service.....	200
I. L'inspiration commune : la notion de service dans l'OMC.....	200
II. La notion de service : approche synthétique et approche sectorielle.....	202
A. Approche synthétique : SADC, CAE, CEMAC et ZLECAF.....	202
B. Approche sectorielle : COMESA, CEDEAO, UEMOA.....	203
Section 2. Régime juridique des services.....	204
I. Le traitement de la nation la plus favorisée.....	205
A. Consécration.....	205
B. Contenu du traitement.....	206
II. La transparence.....	208
III. La reconnaissance mutuelle.....	209
IV. Obligations spécifiques.....	210
V. Régimes spécifiques : COMESA, UEMOA, CEDEAO.....	212
VI. Les exceptions à la libre prestation de service.....	213
Chapitre 3. La libre circulation des personnes.....	217
I. Consécration de la liberté de circulation.....	219
II. La libre circulation des ressortissants des États membres.....	219
A. Droit de sortie du territoire.....	220
B. Droit d'entrée et suppression du visa.....	221
1. CEMAC.....	222
2. CAE.....	222
3. COMESA.....	222
4. CEDEAO.....	223
5. CEEAC.....	224
6. UEMOA.....	225
7. SADC.....	225
C. Teneur du droit de séjour : courte durée ou établissement.....	225
1. Droit de séjour de courte durée.....	226
2. Droit de résidence ou d'établissement.....	229
D. Restrictions possibles à la libre circulation des personnes.....	231
III. Le régime particulier des travailleurs.....	231

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre 4. La libre circulation des capitaux et les rapprochements monétaires.....	235
Section 1. La libre circulation des capitaux.....	236
I. Champ d'application de la libre circulation des capitaux	237
II. Régime juridique de la libre circulation des capitaux.....	239
A. La prohibition des restrictions.....	240
B. Les restrictions autorisées.....	241
Section 2. La monnaie unique en Afrique	242
I. La monnaie commune : le franc CFA et son avenir.....	242
A. En Afrique de l'Ouest : du Franc CFA à l'Eco	242
B. En Afrique centrale : la persistance du Franc CFA	243
C. Le cas particulier des Comores.....	244
II. Les rapprochements monétaires	244

PARTIE III.

LES RÈGLES DE PROTECTION DES INVESTISSEMENTS

Chapitre 1. Les sources de la protection des investissements en Afrique.....	251
Section 1. Les règles relatives aux libertés de circulation	252
I. La libre prestation de service	252
II. La libre circulation des capitaux.....	253
Section 2. Les traités bilatéraux de protection des investissements en Afrique.....	254
I. Les TBI signés par les Etats africains	255
II. Les modèles de TBI publiés par les Etats africains	257
Section 3. Les règles pertinentes au sein des organisations sous régionales et de la ZLECAF	258
I. Les règles de droit primaire ou dérivé relatives aux investissements	258
II. Les modèles de TBI communautaires.....	259
III. A l'échelle continentale : le code panafricain et le protocole de la ZLECAF	261

Chapitre 2. L'objet de la protection	
– la notion d'investissement en Afrique	263
Section 1. Le double enjeu de la qualification d'investissement.....	263
Section 2. Les critères d'identification de l'investissement en Afrique	265
I. Les termes du débat	265
II. L'approche africaine.....	267
A. Combinaison des approches subjective et objective.....	267
B. Respect du droit local et contribution au développement	269
1. Le respect du droit local.....	269
2. La contribution au développement local	271
Chapitre 3. Le contenu de la protection	273
Section 1. Les clauses de non-discrimination.....	273
I. Le traitement national	274
II. La clause de la nation la plus favorisée	275
Section 2. Les clauses offrant une protection substantielle	277
I. La protection contre l'expropriation pour les investissements africains..	278
A. Problématique générale de l'expropriation en droit des investissements	278
B. Le régime de l'expropriation directe et indirecte dans les textes africains	281
1. La notion d'expropriation	282
2. L'identification de l'expropriation indirecte	282
3. Préservation de la liberté normative des Etats.....	284
4. Compensation financière.....	289
II. Un « traitement juste et équitable » africain ?	291
A. Un traitement fondé sur le droit international coutumier.....	291
B. Les garanties offertes.....	293
1. La prohibition du déni de justice.....	293
2. La prohibition de l'arbitraire	295
3. Le respect du due process of law	296
4. Des protections écartées ? Attentes légitimes et transparence.....	297
5. Les autres garanties.....	298
6. La prise en compte du contexte et du niveau de développement de l'Etat	299
III. Les autres protections offertes aux investissements intra-africains.....	299
A. La protection pleine et entière	300
B. La garantie de libre transfert.....	302
C. La compensation des pertes.....	304
Section 3. Les exceptions à la protection	305
I. L'exception pour certains investisseurs : le déni des avantages	306
II. L'exception pour certaines mesures étatiques	308

TABLE DES MATIÈRES

A. L'exception des mesures fiscales	309
B. L'exception générale en faveur de la liberté normative de l'Etat	310
Section 4. Les obligations des investisseurs	312
I. Enjeu pratique de la reconnaissance d'obligations à la charge des investisseurs	312
II. Les obligations en matière sociale et environnementale.....	314
III. Les obligations en matière de lutte contre la corruption	317

PARTIE IV.

LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Chapitre 1. Le règlement des différends en matière de commerce	323
Section 1. Les cours de justice sous régionales	325
I. La reconnaissance d'un droit de recours individuel.....	324
A. Le recours individuel devant la Cour de justice de l'Union européenne : légalité et responsabilité.....	327
B. La Cour de justice de la CAE	329
C. La Cour de justice de l'UEMOA	330
D. La Cour de justice de la CEMAC.....	331
E. La Cour de justice de la CEDEAO	332
F. La Cour de justice du COMESA.....	333
G. Les autres cours, non opérationnelles.....	333
II. Cas particulier de recours individuel : le contentieux des droits humains.....	334
A. Les cours compétentes en matière de droits humains.....	334
1. La Cour de justice de la CAE.....	335
2. La Cour de justice de la CEDEAO.....	337
3. Le tribunal de la SADC.....	338
4. Les Cours de justice de la CEMAC et de l'UEMOA	339
B. Les principaux droits humains protégés	339
III. Le recours aux juridictions par une clause compromissoire.....	344
Section 2. Les mécanismes para-juridictionnels : l'organe de règlement des différends de la ZLECAF	347
I. Aspects institutionnels	347
II. Aspects procéduraux	349
Chapitre 2. Le règlement des différends en matière d'investissement..	353
Section 1. L'arbitrage d'investissement sous sa forme classique.....	353
I. Les institutions d'arbitrage employées en matière d'investissement	354
A. Les institutions non-africaines.....	354

DROIT DU LIBRE-ÉCHANGE ET DE L'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE

B. Les centres d'arbitrage en Afrique	356
II. La compétence du tribunal arbitral	357
A. Le consentement dans un traité	358
B. Le consentement dans la loi	361
C. Le consentement dans un contrat.....	363
D. Articulation entre les différents fondements de compétence	364
1. La clause parapluie	365
2. La clause de choix irrévocable.....	367
III. La recevabilité de la demande.....	368
IV. L'exécution des sentences arbitrales.....	370
A. La reconnaissance des sentences arbitrales	370
1. Droit commun de l'arbitrage (hors CIRDI).....	370
2. Le cas du CIRDI : absence d'exequatur	373
B. Recours contre les sentences : le recours en annulation	373
Section 2. Le règlement des différends relatifs aux investissements dans la ZLECAF	375
Bibliographie sélective	377
Index thématique.....	381